
APPEL DES JOURNÉES NATIONALES DES STAPS 11 ET 12 JANVIER 2018

STAPS : une filière et des collègues qui explosent Le plan d'urgence devient très urgent !

Qu'attend donc le gouvernement pour prendre ses responsabilités et tenir ses promesses ?

Le Plan Étudiant se met en œuvre et Parcoursup est désormais en ligne. Le groupe de travail sur les STAPS, organisé par le ministère dans le cadre de la consultation sur le projet de Loi Orientation Réussite, a été unanime sur une de ses demandes : la situation des STAPS est grave et un plan d'urgence doit être décidé pour, avant même de penser à l'avenir, améliorer les conditions d'étude actuelles.

Nous appelons l'État à donner très rapidement des garanties sur cet investissement en faveur des STAPS. Un plan immédiat liant financement, postes de titulaires (enseignant·e·s, enseignant·e·s-chercheur·e·s, BIATSS) et développement des infrastructures doit être adopté sans délai pour qu'il n'y ait pas de « génération sacrifiée ». Des moyens doivent être fléchés et les universités doivent se voir imposer de respecter ce fléchage.

JOURNÉE DE MOBILISATION NATIONALE LE JEUDI 15 MARS 2018

Les conclusions des journées nationales des STAPS organisées par le SNEP-FSU et le SNESUP-FSU qui viennent de s'achever sont édifiantes. Les conditions de travail se dégradent de plus en plus rapidement. Les collègues témoignent de plus en plus fréquemment de leur souffrance, conséquence d'un fonctionnement à flux tendu. Leur sens aigu du service public les amène à accepter toujours plus de charge de travail sans aucune reconnaissance. Ils et elles ressentent un mépris de la part de leurs interlocuteurs et interlocutrices semblant se soucier uniquement de « ne pas faire de vagues » à la rentrée.

Certain·e·s collègues et étudiant·e·s dans les UFR STAPS disent depuis quelques mois déjà leur refus de supporter davantage de charge sans moyens ni reconnaissance. Grèves, manifestations, réunions d'informations associant étudiant·e·s et enseignant·e·s, refus de traiter les dossiers... les modalités de mobilisation employées sont diverses.

Comment envisager dans ce contexte de demander à ces mêmes collègues de traiter des milliers de dossiers de candidat·e·s à l'inscription sans même leur donner d'assurance quant aux moyens dont ils et elles pourront disposer ? Comment imaginer une nouvelle augmentation des effectifs à la rentrée prochaine sans moyens à la hauteur des besoins ?

Nous ne pouvons accepter d'aller encore plus loin sous peine d'une dégradation des conditions d'études dramatique pour les étudiant·e·s, de mise en péril de l'existence même des STAPS et de dégâts humains irréversibles.

Les journées nationales des STAPS ont abouti à la **mise en place d'une coordination nationale des STAPS**. Elle permettra de donner de l'ampleur à cette mobilisation et de faire entendre nos revendications communes.

Elle appelle d'ores et déjà les collègues à une **journée nationale de mobilisation le 15 mars** et à prendre part aux autres mobilisations à venir dans les universités pour faire entendre la voix des STAPS. ■